

Michel Renault

« Compter ce qui compte »

24/03/17

Les recherches de M. Renault (Université Rennes 1, CREM-CNRS) s'inscrivent dans un contexte de réinvention de ce qui permet d'évaluer le progrès social et ainsi repenser « ce à quoi nous tenons », et donc en fin de compte orienter les choix de société dans laquelle nous souhaitons vivre. Ce mouvement est mondial et s'appuie sur groupes de réflexion collective et participative tels que le FAIR (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse) ou le PEKEA (Political and Ethical Knowledge on Economic Activities, « Un savoir politique et éthique sur les activités économiques »). Ces mouvements incitent également à ne pas oublier l'histoire pour mieux penser l'avenir.

Quelques références (cf annexes pour un descriptif plus complet) :

- « Indices », film documentaire de Vincent Glenn, Doriane Films – DHR – 2010
- « La richesse autrement », FAIR/Alternatives Economiques, Hors série poche du 23 février 2011
- « La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ? », Florence Jany-Catrice, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012,
- « Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique », Hache Émilie, Paris, La Découverte, collection Les empêcheurs de penser en rond, 2011.

Les références des politiques actuelles ne sont pas pour l'instant celles mentionnées ci-dessus. Elles sont plutôt inspirées de penseurs tels que William Thomson - Lord Kelvin pour lequel la science n'est rien d'autre que de la mesure, il faut donc mesurer pour parler « scientifiquement » d'un objet quel qu'il soit, ou encore Gottfried Wilhelm - Baron de Leibniz, mathématicien philosophe optimiste et rationaliste, pour lequel le progrès résulte de l'optimisme qui permet de penser le possible et du rationalisme qui permet de faire le meilleur choix parmi les possibles. Tout cela combiné permet de comprendre que le choix est dicté par ce qui est mesurable, or ce qui est mesuré est issu des mêmes choix puisque porté par les mêmes « valeurs » d'optimisation et de rationalisation ...

D'où la nécessité de déconstruire ce qui est mesuré en partant des indicateurs choisis pour mieux en identifier les enjeux. Car ce qui permet de mesurer, ce sont les indicateurs, et la façon dont ils sont construits oriente le résultat.

En effet, les indicateurs ne sont pas neutres, ils servent à « montrer une direction ». Ils sont une « image » de la réalité, ils ne sont pas la réalité. Ils se réfèrent à une convention qui les organise, leur donnent une définition. En fin de compte, c'est au niveau de cette convention que tout se joue, en amont de la mesure.

Les indicateurs sont utiles à différents niveaux, ils donnent de l'information et en tant que tel constituent un outil décisionnel pour le pilotage des politiques publiques (en termes d'adaptation continue), pour l'évaluation des politiques publiques (photographie à un instant T), pour définir un monde commun, voire un « bien commun » et les moyens de l'atteindre. Les indicateurs sont donc des objets à la fois scientifiques et politiques, et Paul-Marie Boulanger le rappelle dans sa conférence « Les indicateurs de développement durable, un défi scientifique, un enjeu démocratique » (cf. doc joint). C'est à ne jamais perdre de vue au risque d'une déconnexion totale d'avec la réalité du terrain.

La quantification s'appuie toujours sur un modèle politique, c'est ce que montre Michel Renault dans son article « Une approche transactionnelle des démarches d'élaboration participative d'indicateurs sociétaux » (*Innovations*, n°49, 2016). Il distingue ainsi trois modèles :

- Le modèle autocratique dont la structure est hiérarchique, le risque étant une quantification uniquement déterminée par le haut, laissant apparaître la figure du dictateur,
- Le modèle rationnel/instrumental dont la structure est scientifique, le risque étant une quantification ne prenant pas en compte la complexité de ce qu'elle mesure du fait de la prise en compte d'un aspect spécifique de la réalité et non sa globalité, laissant apparaître la figure de l'expert,
- Le modèle communicationnel dont la structure est participative, le risque étant une quantification qui se voudrait convenir à tous et prenant tout en compte ou tout ce qui compte pour chacun, laissant apparaître la figure de l'irréalisme.

Pour Jürgen Habermas (cf. document joint), philosophe politique contemporain, la seule rationalité qui ne soit pas destructrice du lien social est « communicationnelle », c'est-à-dire qu'il s'agit d'acter qu'aucune rationalité « pure » n'existe, elle ne peut se construire que dans l'échange et la reconnaissance de l'autre.

La pensée d'Habermas vient donc s'opposer frontalement à la logique économique actuelle qui prétend organiser les rapports sociaux autour des notions de performance, de contrôle et d'audit, de rendre compte et de rendre des comptes, de ratio, de productivité, de mise en concurrence des individus. Cette logique ne s'intéresse qu'à l'impact social de ce qui est produit, et non à l'utilité sociale.

Or, mesurer un impact social implique une organisation qui a une légitimité de type managériale donc hiérarchique pour pouvoir déterminer ce qui doit être fait et par qui, qui s'inscrit dans une logique de performance et donc dans la recherche des effets sur un plan individuel, l'organisation doit se soumettre à une évaluation de type audit indépendant car la performance ne peut être évaluée par le « performateur ». Au final, ce que met en œuvre l'organisation ce sont des instruments dont on peut évaluer le ratio coût/avantage, c'est un agir instrumental, extérieur aux personnes impliquées et concernées.

Mesurer l'utilité sociale répond d'une autre logique, non plus celle de la performance mais celle de l'identité puisqu'elle vise le commun, sa légitimité est politique puisque ce sont les effets collectifs qui vont être recherchés et l'évaluation est dès lors pluraliste. Il s'agit dès lors d'un agir « constitutif » dans le sens où il s'agit d'une action qui a un sens pour tous et qui conforte l'identité commune. C'est d'ailleurs bien plus là le fondement même de toute action humaine pour Bernard Perret (<http://bernard.perret.pagesperso-orange.fr/Discussion-Esprit.html>, discussion à la revue *Esprits*, 2004) : « D'où l'idée selon laquelle la logique fondamentale de l'action n'est pas d'atteindre tel ou tel but utilitaire, mais de donner forme à notre relation au monde. J'appelle "agir constitutif" l'agir orienté vers la constitution du système sujet/ monde. Il y a une assez grande ambition théorique derrière ce concept, qui est d'unifier et de donner une nouvelle intelligibilité à diverses notions d'action non utilitaire introduites dans les sciences sociales. Par exemple : la logique du don, la logique de l'identité et de la reconnaissance, l'agir communicationnel. Avec une extension supplémentaire par rapport à ces concepts : j'ai dans l'idée que nous agissons non seulement en fonction des systèmes relationnels dans lesquels nous sommes insérés mais, plus largement, pour construire un monde dans lequel nous puissions donner un sens à notre existence. Cela recouvre la création d'univers cognitifs, esthétiques et symboliques (l'art et la littérature), la constitution d'un espace public, d'institutions politiques, judiciaires, religieuses, etc. On peut résumer cela en disant que l'une des préoccupations majeures de l'individu est la construction de mondes communs ».

Il y a là un enjeu considérable pour le monde de demain que d'en finir avec ces modèles politiques de quantification qui ne se soutiennent que d'une logique de performance, encore considérée comme source de progrès mais au final destructrice du lien social. Car la tendance est bien plutôt à aller plus loin dans la quantification « scientifique », si ça ne marche pas c'est que l'on n'est pas allé assez loin dans l'objectivation, c'est l'humain qui fait que ça ne marche pas au fond, ce n'est pas parce que la logique de la performance est défaillante... Le philosophe François Dagognet écrivait ainsi que « à force de mesurer, on croit qu'on mesure quelque chose », montrant le risque de ce « fétichisme quantitatif ». Un sociologue russe, Pitirim Sorokin n'hésite pas à parler de « quantophrénie » dans les orientations politiques actuelles pour pointer le danger de cette fascination moderne pour la quantification.

La seule issue est alors de s'orienter vers une construction radicalement différente des indicateurs. Il est nécessaire d'opérer un déplacement du point de référence, de la convention derrière les indicateurs : de la « richesse des nations », il faut passer au « bien-être des populations ». C'est ce que défend par exemple Alain Cottureau, sociologue et historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), membre honoraire du Centre d'étude des mouvements sociaux–Institut Marcel Mauss (CEMS–IMM). Ses travaux constituent une anthropologie de l'évaluation, et l'ethnocomptabilité telle qu'il la définit permet d'affirmer que les plus compétents pour savoir ce qu'est « être bien », par exemple, ce sont les intéressés eux-mêmes.

Ceci amène à penser une grille de lecture « pragmatique/transactionnelle » de la réalité dans laquelle « ce qui compte » est déterminé selon la méthode suivante qui implique trois séquences successives :

- 1 convenir et définir avec les intéressés « ce à quoi ils tiennent », leur définition du « bien-être » en somme,
- 2 élucider les causes et effets des faits/objets générateurs de mal-être, de dysfonctionnement, d'insatisfaction, ce qui revient à mesurer et évaluer, ce qui permet surtout la mise en forme d'indicateurs de situation
- 3 explorer les possibilités offertes par la situation et donc déterminer les finalités et moyens adaptés pour tendre vers le « bien-être »

Une autre façon de rester dans le cadre d'un agir constitutif est la méthode SPIRAL (Societal Progress Indicators for the Responsibility of All) : il s'agit d'un cadre méthodologique constitué de huit phases formant un cycle allant de la connaissance à l'action et qui se répète un certain nombre de fois. Au niveau local, on considère trois cycles successifs qui élargissent peu à peu le cercle des acteurs impliqués dans la démarche, à l'image d'une spirale. Quel que soit l'espace de vie (territoire ou acteur collectif) la démarche implique la constitution d'un groupe de coordination représentant les différentes personnes ou acteurs partageant cet espace de vie : associations d'habitants (cas d'un quartier ou village), plateforme multi-acteurs (cas d'un territoire plus large: commune, ville, etc.), groupe représentant les différentes catégories socio-professionnelles ainsi que clients et fournisseurs pour une entreprise, etc.

Les trois cycles successifs sont :

- La préparation (créer les conditions locales pour que la co-responsabilité pour le bien-être de tous devienne possible),
- La mobilisation (des citoyens et autres acteurs non encore mobilisés),
- La consolidation (systématisation de la coresponsabilité pour le bien-être de tous).

Les huit phases sont : mobiliser/organiser, co-définir l'objectif, coévaluer ex-ante, projeter/comparer, co-décider/s'engager, réaliser ensemble, co-évaluer ex post, bilan et préparation du cycle suivant.
(Cf. <https://wikispiral.org/tiki-index.php?page=La+m%C3%A9thode+SPIRAL>)

Ces approches "pragmatique/transactionnelle" se soutiennent d'une logique de co-responsabilité en partant de définitions collectives des finalités visées qui permettent donc de dire ce qui compte, en co-construisant des indicateurs de situation qui permettent donc de qualifier ce qui compte. Ces méthodologies d'évaluation qui prennent en compte ce qui compte pour nous, l'humain, semblent offrir des perspectives et au-delà de véritables alternatives à ce qui nous est présenté actuellement comme le seul avenir possible pour le financement médico-social, à savoir une nomenclature qui de fait exclut l'humain.

Remontées d'ateliers :

Les indicateurs actuels qui permettent d'évaluer la performance dans le secteur médico-social (ANAP) sont adressés aux cadres. Ces derniers témoignent de la lourdeur du remplissage de tableaux qui n'ont de sens que comptable, au point que la plupart des cadres ne mentionnent même pas leur existence aux équipes de terrain, encore moins aux personnes accompagnées... Or les informations remontées sont les leurs ! Par ailleurs, une quantité impressionnante d'informations est remontée ... mais rien ne semble redescendre. Les appels d'offre ne semblent pas articulés aux besoins laborieusement remontés...

Ce que semble promettre Serafin PH c'est de questionner directement les usagers en faisant l'impasse sur les institutions. Un renversement complet donc, puisque cette fois ce seront les cadres qui seront exclus des évaluations et devront faire avec les injonctions qui en découlent.

Dans les deux cas, il y a un savoir qui pourrait contribuer à l'évaluation mais qui est complètement forclus : celui des professionnels qui accompagnent au quotidien... On passe donc d'une évaluation par le haut déconnectée du terrain du fait d'indicateurs purement comptables autant que du fait d'une volonté bien intentionnée de préserver les équipes de terrain, à une évaluation par la base également déconnectée car préétablie (nomenclature Serafin) qui ne considère pas plus le professionnel en lui imposant ce qu'il a à faire... et le savoir du professionnel dans tout ça ! Et on ne parle même pas de celui de la personne accompagnée...

La logique de performance est déjà à l'œuvre dans les services d'insertion. Le caractère pervers de cette logique ne s'est pas fait attendre, des services pratiquent d'ores et déjà la sélection des profils : on n'essaie d'insérer que ceux qui sont insérables, les plus exclus le sont encore plus...

Pour autant, certains établissements ont pris l'initiative de produire leurs propres indicateurs et leurs propositions n'ont pas suscité de rejet de la part des financeurs. Une marge de manœuvre semble donc possible à ce niveau. Des indicateurs peuvent donc réellement être co-construits ... encourageant ! même si tous les participants conviennent qu'il est difficile de rester dans le qualitatif y compris quand on produit ses propres indicateurs.

Nous terminons sur une chose qui n'est jamais pris en compte dans le coût des évaluations, c'est le temps passé à évaluer...

ANNEXES

- « Indices », film documentaire de Vincent Glenn, Doriane Films – DHR – 2010 : « Que mesure le produit intérieur brut ? La croissance, c'est l'augmentation du PIB, mais le PIB, c'est quoi ? De nos jours encore, le PIB est l'indicateur de richesse le plus cité en référence dans les médias, par les économistes, les journalistes ou les élus politiques. Qu'est-ce donc qui fait continuer à préconiser l'augmentation du PIB coûte que coûte si celui-ci, pour reprendre Robert Kennedy, sert à mesurer tout sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue ? « Indices » expose les aberrations d'un mode de calcul qui additionne en positif les réparations occasionnées par les catastrophes et qui continue d'être le principal critère utilisé pour situer « le niveau de vie » des nations. », Films&Documentaires.com
- « La richesse autrement », FAIR/Alternatives Economiques, Hors série poche du 23 février 2011

EDITORIAL : Qu'est-ce que la richesse ? Comment mesurer le « progrès » ? Ces questions sont désormais régulièrement posées. Et il ne se passe pas de mois sans que l'on ne nous annonce une ou plusieurs initiatives proposant d'autres indicateurs au-delà du produit intérieur brut (PIB). Ainsi, à la fin de l'année 2010, le Conseil d'analyse économique français et son homologue allemand ont fourni, à la suite du « rapport Stiglitz » de 2009, une liste – très contestable - d'indicateurs pour évaluer dans chaque pays « la performance économique, le bien-être et la soutenabilité ». Ce foisonnement est sans doute un succès pour ceux qui, dès les années 1990, ont montré que la focalisation sur le PIB et la croissance nous fourvoyait. Mais ces tentatives sont diverses. Certaines restent dans la logique comptable dominante, d'autres s'en écartent résolument. Il importe d'en éclairer les enjeux. Il importe aussi de valoriser les contributions des organisations de la société civile, notamment dans les territoires et pour tout ce qui concerne les entreprises ou l'économie sociale et solidaire.

Avant d'élaborer d'autres indicateurs, il faut permettre à la société de délibérer sur ce qu'elle considère être ses richesses, ses biens communs. Cette étape est primordiale : il faut qualifier avant de quantifier, en se méfiant des excès de la culture du chiffre. Et il faut y associer les citoyens ou les « parties prenantes » : c'est la grande condition d'appropriation collective et de légitimation.

C'est pour à la fois rappeler les graves insuffisances du PIB comme indicateur de référence de nos sociétés et promouvoir le caractère nécessairement démocratique et collectif du choix d'indicateurs alternatifs que le collectif Fair (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) s'est constitué au début de 2008, au moment de la mise en place de la « commission Stiglitz ». Il aurait très bien pu s'appeler « Forum citoyen pour penser la richesse autrement », car les indicateurs ne sont pas, pour ce collectif, des finalités. Ce sont seulement des outils au service d'autres politiques, pour peu que celles-ci aient préalablement fait l'objet d'un débat public. De nouvelles boussoles pour aider à changer de cap, ce qui suppose bien d'autres innovations, concernant notamment la finance et la monnaie.

Ce hors-série, construit comme une contribution au débat, a pour ambition de fournir des « repères citoyens » pour que ces questions sortent des tours d'ivoire des économistes et statisticiens, dont le rôle, certes important, devrait se limiter à fournir au débat démocratique des analyses de bonne qualité. Un monde plus solidaire a besoin d'autres représentations des richesses et d'autres façons de les mesurer, sur un mode de pleine participation.

Collectif Fair, www.forum-fair.org

- « La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ? », Florence Jany-Catrice, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012 : cf : **Amandine Raully**, « Florence Jany-Catrice, *La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012, 176p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n°2 | Juillet 2013, mis en ligne le 10 juin 2013, consulté le 11 septembre 2017. URL : <http://developpementdurable.revues.org/9805>
- « Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique », Hache Émilie, Paris, La Découverte, collection Les empêcheurs de penser en rond, 2011. Cf : **Hélène Gorge**, « Hache Émilie, *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, Paris, La Découverte, collection Les empêcheurs de penser en rond, 2011. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 4, n° 1 | Avril 2013, mis en ligne le 13 mars 2013, consulté le 11 septembre 2017. URL : <http://developpementdurable.revues.org/9644>